



Les grands titres:

- Le PAM lance une collecte de fonds pour sauver un programme d'aide pour les réfugiés syriens
- Soudan du Sud : regain des combats alors que la crise politique continue
- Journée des personnes handicapées : l'ONU appelle à se servir des nouvelles technologies pour assurer l'inclusion
- L'année 2014 pourrait être la plus chaude jamais enregistrée, selon l'OMM
- Les petits exploitants agricoles sont des acteurs majeurs de la lutte contre les changements climatiques - ONU
- Solidarité avec les réfugiés palestiniens : l'ONU projette une photo emblématique sur la façade de son siège à New York
- Centrafrique : la Coordinatrice humanitaire évalue les besoins au nord de Bangui
- Somalie : un convoi de l'ONU attaqué à Mogadiscio

Le PAM lance une collecte de fonds pour sauver un programme d'aide pour les réfugiés syriens



3 décembre - Deux jours après l'annonce de la suspension d'une partie de l'aide alimentaire à 1,7 million de réfugiés syriens en raison du manque d'argent, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé mercredi une campagne de collecte de fonds auprès du grand public pour permettre de continuer ce programme de distribution de bons d'achat de nourriture.

« Même un dollar peut faire une différence. Nous disons aux gens que pour eux, ce n'est qu'un dollar, pour eux (les réfugiés), c'est une bouée de sauvetage », a déclaré la Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin, dans un communiqué de presse.

Lundi, le PAM avait annoncé que faute d'argent, il était contraint de suspendre un programme de distribution de bons alimentaires à près de 1,7 million de réfugiés syriens démunis en Jordanie, Liban, Turquie, Iraq et Egypte.

Les réfugiés utilisent ces bons d'achat pour se procurer des denrées alimentaires dans les magasins locaux. Sans ces bons d'achat, de nombreuses familles n'auront pas les moyens de satisfaire leurs besoins alimentaires, ce qui aurait des conséquences dramatiques pour elles et pour les communautés qui les accueillent.

La campagne de mobilisation de fonds se déroulera sur 72 heures et l'objectif annoncé est de collecter 64 millions de dollars pour assurer la poursuite du programme durant le mois de décembre.

Pour contribuer, le PAM invite chacun à se rendre sur le site consacré à la campagne. L'agence onusienne a également exhorté les donateurs à changer leurs images de profil sur les médias sociaux tels que Twitter et Facebook et utiliser le slogan de la campagne « 1 dollar pour les réfugiés syriens ».

Soudan du Sud : regain des combats alors que la crise politique continue



3 décembre - Le Soudan du Sud connaît un regain d'affrontements entre les forces gouvernementales et celles de l'opposition, les plus violents entre les deux parties rivales depuis mai, a déclaré mercredi un porte-parole des Nations Unies.

Lors d'un point de presse à New York, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a cité des informations envoyées la veille par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) faisant état d'affrontements entre les deux parties dans le comté de Fangak, dans l'État de Jonglei, au nord du pays.

Les combats auraient provoqué le déplacement d'environ 4.000 civils, a précisé le porte-parole.

« La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) continue de fournir une protection et un soutien logistique aux équipes de surveillance et de vérification qui sont déployées au Soudan du Sud dans le cadre du mandat de la Mission des Nations Unies », a déclaré M. Dujarric.

La MINUSS a également reçu des informations concernant une attaque vendredi dernier dans l'État de l'Equateur occidental par des membres présumés de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), au cours de laquelle une jeune fille de 13 ans a été portée disparue. La Mission de l'ONU étudie l'incident, at-il dit.

L'affrontement politique entre le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir, et son ancien Vice-Président, Riek Machar, a commencé à la mi-décembre 2013 et s'est ensuite transformé en véritable conflit. L'IGAD, qui est une organisation régionale regroupant des pays d'Afrique de l'Est, sert de médiateur dans les pourparlers de paix entre les parties rivales.

Journée des personnes handicapées : l'ONU appelle à se servir des nouvelles technologies pour assurer l'inclusion



3 décembre - A l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a jugé nécessaire de faire appel aux innovations technologiques pour assurer l'inclusion des personnes handicapées dans le cadre d'un développement durable.

« La technologie a changé le monde, mettant le savoir à portée de main et ouvrant des perspectives nouvelles. Le parti que les personnes handicapées peuvent en tirer est immense. Pourtant, elles sont encore trop nombreuses à ne pas y avoir accès », a déclaré M. Ban dans son message pour la journée.

« À l'heure où la communauté internationale travaille à l'élaboration d'un programme de développement pour l'après-2015 ambitieux et mobilisateur qui profite à tous, nous devons mettre la technologie au service du développement de chacun », a-t-il souligné.

Grâce aux dispositifs d'adaptation, d'assistance et d'accessibilité, les personnes vivant avec un handicap peuvent exploiter au mieux leur potentiel dans la vie comme au travail. Les employeurs peuvent mettre à profit les technologies pour créer un environnement permettant aux personnes handicapées de trouver un emploi productif et de tirer pleinement parti de leurs aptitudes et compétences.

En cas de catastrophe naturelle, la technologie peut également être utile aux personnes handicapées en leur permettant de recevoir des informations vitales.



Autre aspect tout aussi important, la technologie peut servir à prendre en compte les besoins propres aux personnes handicapées dans les activités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe.

« Ne ménageons pas nos efforts pour veiller à ce que les politiques, les programmes et les directives permettent aux personnes handicapées de profiter des technologies du XXI^e siècle et tiennent compte de ce qu'elles vivent et de leurs perspectives. Ensemble, œuvrons pour un avenir meilleur qui n'exclue personne et qui soit équitable et durable pour tous », a affirmé le chef de l'ONU.

De leur côté, un groupe d'experts indépendants des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées ont appelé à ratification universelle de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) et son Protocole facultatif.

« Depuis 2006, la Convention a connu un nombre impressionnant de ratifications », ont souligné dans une déclaration commune la Rapporteuse spécial sur les droits des personnes handicapées, Catalina Devandas, la Présidente du Comité des droits des personnes handicapées, María Soledad Cisternas Reyes, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général sur le handicap et l'accessibilité, Lenin Moreno.

Parmi les 193 Etats membres des Nations Unies, 150 d'entre eux et l'Union européenne ont ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

L'année 2014 pourrait être la plus chaude jamais enregistrée, selon l'OMM



3 décembre - L'année 2014 pourrait se révéler l'une des plus chaudes, si ce n'est la plus chaude, qui ait jamais été observée, selon une estimation préliminaire de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

« C'est dû en grande partie aux valeurs records de la température de surface de la mer à l'échelle du globe, valeurs qui demeureront très probablement supérieures à la normale jusqu'à la fin de l'année », a souligné l'agence onusienne dans un communiqué de presse. « Ces températures océaniques élevées ont contribué, avec d'autres facteurs, à engendrer des précipitations et des inondations d'une ampleur exceptionnelle dans de nombreux pays et des sécheresses extrêmes dans d'autres. »

D'après la déclaration provisoire de l'OMM sur l'état du climat mondial en 2014, la température moyenne de l'air à la surface du globe (terres émergées et océans confondus) pour la période janvier-octobre dépassait de quelque 0,57 degré Celsius la moyenne calculée pour la période de référence 1961-1990, qui est de 14,00°C, et de 0,09°C la moyenne des dix dernières années (2004-2013).

Si les mois de novembre et de décembre confirment cette tendance, 2014 sera probablement l'année la plus chaude jamais enregistrée, devant 2010, 2005 et 1998, ce qui confirme la tendance générale au réchauffement sur le long terme.

La période janvier-octobre a été anormalement chaude malgré l'absence d'un véritable épisode El Niño. Ce phénomène survient lorsque des températures de surface de la mer plus élevées que la normale dans l'est du Pacifique tropical interagissent avec les systèmes de pression atmosphériques et engendrent des rétroactions en chaîne, se répercutant sur les régimes météorologiques du monde entier.

Au cours de l'année, les températures de surface de la mer ont augmenté pour atteindre presque des niveaux correspondant à une anomalie El Niño, mais sans qu'il y ait une réaction de l'atmosphère. Il n'empêche que des régimes météorologiques et climatiques que l'on associe en général à un épisode El Niño ont été

observés un peu partout dans le monde.

« D'après les données provisoires dont on dispose pour 2014, le XXI^{ème} siècle compte déjà quatorze des 15 années les plus chaudes jamais observées », a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud. « Le réchauffement du climat ne marque aucune pause ».

« La tendance constatée en 2014 s'inscrit dans la logique d'un climat en évolution. Des vagues de chaleur records combinées à des pluies torrentielles et à des inondations de grande ampleur ont mis à mal les moyens de subsistance des populations et semé la désolation », a poursuivi M. Jarraud. « Ce qui est particulièrement inhabituel et alarmant cette année, ce sont les températures anormalement élevées constatées à la surface des océans sur de vastes superficies, y compris dans l'hémisphère Nord. »

Selon lui, « les émissions records de gaz à effet de serre et l'accumulation de ces gaz dans l'atmosphère rendent très incertain l'avenir de la planète, qui risque de devenir beaucoup plus inhospitalière ».

La déclaration provisoire sur le climat a été publiée à l'appui des négociations annuelles sur le changement climatique qui se déroulent en ce moment à Lima, au Pérou.

Les petits exploitants agricoles sont des acteurs majeurs de la lutte contre les changements climatiques - ONU



3 décembre - Les petits exploitants agricoles des pays en développement ne sont pas uniquement des victimes des changements climatiques, ils sont également une partie essentielle de la solution, selon un rapport publié mercredi par le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Selon le FIDA, les investissements dans l'accès à l'information météorologique, le transfert de technologie et la préparation aux catastrophes sont des facteurs importants pour permettre aux petits exploitants agricoles de nourrir leurs familles dans le contexte du réchauffement climatique, tout en aidant à réparer les écosystèmes dégradés et réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole.

« Nous constatons que les petits exploitants agricoles constituent un élément important de la solution au défi des changements climatiques », a déclaré le Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, dans un communiqué de presse. « Les quelque 500 millions de petites exploitations agricoles fournissent près des quatre cinquièmes de la production alimentaire dans les pays en développement et nous reconnaissons donc que les femmes et les hommes des zones rurales jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les changements climatiques ».

« Les petits exploitants agricoles font souvent face à des conditions météorologiques plus extrêmes et imprévisibles, mais ils sont parmi les moins représentés dans l'élaboration des politiques nationales et mondiales sur les changements climatiques. Pour le FIDA, les petits exploitants sont parmi les meilleurs candidats pour recevoir des fonds publics pour faire face aux problèmes liés au changements climatiques », a-t-il ajouté.

Le rapport s'appuie sur les expériences accumulées grâce au Programme d'adaptation des petits exploitants agricoles du FIDA qui a été lancé en 2012 pour assurer que le financement climatique soit accessible aux agriculteurs modestes. Ce programme est constitué d'un financement climatique mélangé provenant à la fois de bailleurs de fonds multiples et de programmes d'investissements agricoles à grande échelle qui sont financés par le FIDA et ses partenaires.

Le programme est devenu le plus important projet d'adaptation au monde pour les petits exploitants agricoles, avec plus de 350 millions de dollars en promesses de dons et des contributions des neuf donateurs bilatéraux. Le programme permettra au FIDA de renforcer la résilience climatique pour environ huit millions de petits exploitants, ainsi d'utiliser des pratiques agricoles respectueuses du climat sur une superficie de plus d'un million d'hectares.

Le rapport montre que les programmes d'investissement agricoles peuvent fournir des plateformes pour l'action climatique et que l'action climatique efficace peut englober plus que des éléments purement technologiques - le FIDA investit dans le renforcement des capacités institutionnelles et dans des mécanismes de dialogue politique pour stimuler et soutenir la résilience des petits exploitants.

« Le travail du FIDA montre que les investissements qui aident les agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques peuvent améliorer les revenus des familles, la nutrition et l'environnement », a souligné M. Nwanze.

Solidarité avec les réfugiés palestiniens : l'ONU projette une photo emblématique sur la façade de son siège à New York



3 décembre - Dans le cadre des manifestations pour marquer l'Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien, une image emblématique des archives photographiques de l'Office de travaux et de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) a été projetée mardi soir sur des bâtiments dans huit villes à travers le monde, y compris sur les murs du siège de l'ONU à New York.

L'énorme photo, prise en 1983 et qui montre une petite fille d'une école de l'UNRWA, a été projetée pendant six heures sur les façades de bâtiments à Bangkok, Beyrouth, Dubaï, Djakarta, Séville, Tokyo, Marrakech, et Vienne dans le cadre de la campagne de l'agence onusienne pour rappeler le sort des réfugiés palestiniens.

« Depuis 65 ans, l'UNRWA est solidaire avec le peuple palestinien en lui fournissant des services de base tels que l'accès à l'éducation et la santé, qui ont permis de stimuler le développement humain de la communauté des réfugiés palestiniens », a expliqué la Commissaire générale adjointe de l'UNRWA, Margot Ellis, devant le siège de l'ONU à New York.

Mme Ellis a rappelé que la communauté des réfugiés palestiniens compte cinq millions de personnes, dont beaucoup sont très pauvres, et attend toujours une solution durable après six décennies.

« L'action humanitaire de l'UNRWA est nécessaire, même si elle n'est certainement pas un substitut au respect des droits des réfugiés, dont l'accès à l'emploi et à la dignité. Sans cela, les réfugiés resteront dans un état d'extrême vulnérabilité », a-t-elle souligné.

Mme Ellis était à New York pour la conférence annuelle des bailleurs de fonds de l'UNRWA et elle a souligné la nécessité d'un appui international considérable pour les programmes de l'UNRWA, en particulier dans le contexte du récent conflit à Gaza et la guerre en cours en Syrie.

Malgré les besoins croissants, le soutien financier à l'UNRWA n'a pas suffisamment augmenté et le Fonds général de l'agence, qui soutient les activités de base, et qui dépend à 97% de contributions volontaires, affiche un déficit de 56 millions de dollars.

Centrafrique : la Coordonnatrice humanitaire évalue les besoins au nord de Bangui



3 décembre - La Coordonnatrice humanitaire principale en République centrafricaine, Claire Bourgeois a effectué la semaine dernière une visite dans deux préfectures au nord de la capitale Bangui pour évaluer la réponse humanitaire et identifier les besoins prioritaires.

« A Dekoa (préfecture de Kémo), les acquis récents de stabilité témoignés par la diminution du nombre de personnes déplacées, la réouverture du centre de santé et du marché, doivent être consolidés », a souligné Mme Bourgeois dans un communiqué de presse publié mercredi. « Le travail réalisé par la mission catholique pendant les moments forts de la crise, en accueillant les personnes déplacées et en leur fournissant les premiers soins, est à remercier. »

A Kaga Bandoro, dans la préfecture de Nana Gribizi, où l'hôpital préfectoral et les sites spontanés ont été visités, les besoins urgents identifiés sont la sécurité dans la zone, les besoins alimentaires, les abris, l'éducation et les non vivres, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Les personnes déplacées rencontrées par la délégation menée par Mme Bourgeois ont déclaré souhaiter retourner chez elles dès que la sécurité et une assistance dans leur zone de retour sont assurées.

La délégation a constaté que tout au long de l'axe Kaga Bandoro-Mbatta, la population retourne graduellement et les différentes activités se remettent en place avec la reprise des structures scolaire et sanitaire grâce à l'intervention de la communauté et des actions humanitaires. Toutefois, le village de Mbatta reste un village déserté dont les habitants sont en brousse.

« Il est encourageant de rencontrer ces retournés même si ce retour est timide dans certaines zones. Il est par contre inacceptable de voir d'autres populations, avec femmes, enfants, personnes âgées, retourner en brousse pour rechercher de la sécurité mettant ainsi en péril leur santé », a dit Mme Bourgeois.

Quant à des groupements peulhs rencontrés, l'instabilité les oblige à adopter des modes de vie différents des leurs, rendant également ces populations plus vulnérables.

Quelles que soient les populations civiles, les humanitaires continuent à déployer tous leur efforts pour favoriser l'accès au service de base, aider les plus vulnérables, créer des conditions favorables au retour et travailler sur la résilience.

« Je me réjouis de l'annonce de la restauration de l'Etat dans la région et de l'augmentation de la patrouille de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) qui contribueront à la sécurisation et redonnent espoir », a déclaré Mme Bourgeois.

La République centrafricaine continue de faire face à une grande crise humanitaire. Environ 2,7 millions de personnes sur 4,6 millions d'habitants dans le pays, ont besoin d'une assistance humanitaire.

Somalie : un convoi de l'ONU attaqué à Mogadiscio



3 décembre - Un attentat à la voiture piégée a visé mercredi matin un convoi de véhicules des Nations Unies circulant près de l'aéroport de Mogadiscio, la capitale de la Somalie, a annoncé la Mission d'assistance des Nations Unies dans ce pays (UNSOM).

L'UNSOM « peut confirmer qu'une voiture piégée a explosé aux alentours de 9h40 à côté d'un convoi de l'ONU roulant près de l'aéroport international de Mogadiscio », précise la Mission dans un communiqué de presse.

« Heureusement, aucun employé de l'ONU n'a été blessé », a ajouté l'UNSOM. « Malheureusement, nous avons été informés de décès parmi des passants et des gardes de sécurité. »

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est déclaré mercredi indigné par cette "attaque terroriste".

M. Ban « adresse ses sincères condoléances aux familles des personnes tuées et souhaite aux blessés un prompt rétablissement », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général souligne qu'il ne peut y avoir aucune justification pour le terrorisme ou de telles attaques. Il réaffirme le ferme engagement de l'ONU à travailler avec le peuple et le gouvernement de la Somalie pour aider à reconstruire la paix et la prospérité pour tous les Somaliens », a-t-il ajouté.

Dans une déclaration à la presse, le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est également déclaré choqué par cet attentat, "qui a été revendiqué par les Al-Chabab."

Les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au peuple et au gouvernement de Somalie.

La Mission a indiqué qu'elle coopérait avec les autorités alors qu'elles enquêtent sur cette attaque.

Selon la presse, quatre personnes au moins ont été tuées dans cet attentat, qui s'est produit près de l'entrée fortifiée de l'aéroport qui donne accès à la zone sécurisée où sont installées les ambassades dans la capitale somalienne.